

Bulletin de veille Souveraineté Alimentaire n° 13 - jeudi 11 mars 2010

... :: : EVENEMENTS, POINTS DE VUE ET ANALYSES

Forum de Bamako

16-20 février 2010

La 10^{ème} édition du Forum de Bamako s'est consacré au thème « L'Afrique, 50 ans après : la faim sur le continent africain ». Des dizaines d'universitaires africains, européens, américains, ainsi que des décideurs publics et des spécialistes des questions de développement ont débattu et exposé leurs idées durant plusieurs jours. Retrouvez les différentes communications et les conclusions des travaux sur le site du Forum de Bamako.

<http://www.forum-bamako.org/news.php>

Plusieurs articles de presse sur le sujet :

Forum de Bamako : l'Afrique face au défi alimentaire (Jeune Afrique, 17 février 2010) :

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20100217095005/afrique-mali-modibo-sidibe-pamforum-de-bamako-l-afrique-face-au-defi-alimentaire.html>

Forum de Bamako : l'Etat en première ligne pour éviter les famines (Jeune Afrique, 21 février 2010) :

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20100221172053/usa-ue-chine-agricultureforum-de-bamako-l-etat-en-premiere-ligne-pour-eviter-les-famines.html>

Agriculture africaine : les raisons du malaise (Jeune Afrique, 22 février 2010) :

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20100222144532/agriculture-africaine-les-raisons-du-malaise.html>

Le défi alimentaire au Forum de Bamako: n'oubliez pas le droit ! (RFI, 20 février 2010) :

<http://www.rfi.fr/contenu/20100220-le-defi-alimentaire-forum-bamako-16-20-fevrier-oubliez-pas-le-droit>

Journée nationale du Paysan du Burkina Faso

3-5 mars 2010

Plus de 300 personnes, dont une majorité de producteurs agricoles, se sont réunies du 3 au 5 mars à Ziniaré, près de Ouagadougou, pour la XIV^{ème} édition de la Journée nationale du Paysan. Cet événement a été l'occasion de débats entre les producteurs et le président du Faso, notamment autour des thèmes de l'eau et des changements climatiques, des biocarburants, des OGM, de l'accès au crédit, etc.

Bassiaka Dao, président de la CPF : « Nous devons nous méfier des technologies hasardeuses » (Lefaso.net, 3 mars 2010) :

<http://www.lefaso.net/spip.php?article35676>

XIV^e Journée nationale du paysan : la responsabilité dans la gestion de l'eau préoccupe les acteurs (Lefaso.net, 4 mars 2010)

: <http://www.lefaso.net/spip.php?article35705>

La Confédération Paysanne du Faso demande la création d'une banque agricole (abc Burkina, 8 mars 2010) :

<http://www.abcburkina.net/content/view/742/1/lang,fr/>

Crise économique et sécurité alimentaire : les politiques agricoles ont-elles encore un avenir ?

Agrobiosciences, 25 février 2010

Pour l'économiste Lucien Bourgeois, la crise alimentaire de 2006-2008 a montré les limites du système économique actuel et pointé les effets pervers d'un marché guidé par la seule logique de l'offre et la demande. Si nos sociétés veulent éviter une nouvelle crise, elles doivent renforcer leurs politiques agricoles et leur donner pour principal objet l'alimentation. C'est à cette condition que l'on pourra garantir la sécurité alimentaire et redonner du sens à ces politiques.

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2787

Le secteur agroalimentaire et le droit à l'alimentation

O. De Schutter, mars 2010

Le rapporteur de l'ONU pour le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter, appelle les Etats à prendre d'urgence des mesures d'aide aux petits producteurs agricoles, écrasés par une chaîne agroalimentaire de plus en plus concentrée autour de multinationales, grands acheteurs de matières premières agricoles et grands distributeurs. Les petits producteurs se trouvent en position d'infériorité pour fixer leurs prix et subissent souvent les abus des acheteurs. Les Etats doivent donc soutenir les petits producteurs et inciter les grands groupes à changer leurs prix et normes, qui sont de plus en plus contraignantes. Ce rapport propose sept pistes de mesures pouvant améliorer le sort des producteurs familiaux. Il s'agit notamment de renforcer les droits syndicaux des travailleurs agricoles, de créer des coopératives ou encore des structures publiques chargées d'acheter les récoltes à des prix rémunérateurs pour les producteurs et de les revendre à des prix abordables à la population.

<http://www.srfood.org/index.php/fr/domaines-de-travail/agronegoce>

Les « émeutes de la faim » au Sénégal : un puissant révélateur d'une défaillance de gouvernance

A. Antil, IFRI, mars 2010

L'expression « émeutes de la faim », qui a été utilisée lors des manifestations de la fin 2007 / début 2008 dans une trentaine de pays dans le monde, dont une majorité de pays africains, rassemble des phénomènes de nature très différente d'un pays à l'autre. Cette note revient sur le cas du Sénégal, pays où les « émeutes » ont été nombreuses. Une rapide recension des différentes « manifestations » de mécontentement qui ont secoué ce pays laisse apparaître, entre autres, la faillite d'un secteur agricole qui, bien qu'employant presque 60 % de la population active, n'arrive pas à nourrir la population sénégalaise. Un tel constat invite à s'interroger sur les causes structurelles, qui ne peuvent être réduites à des raisonnements économiques.

<http://www.ifri.org/?page=detail-contribution&id=5906>

Pour une agriculture maghrébine et africaine moderne et compétitive

Le Maghreb, 1er mars 2010

Les cinq réseaux régionaux africains d'organisations paysannes se sont réunis fin février à Tunis pour préparer l'assemblée constitutive (prévue en mai) de la plateforme panafricaine des organisations paysannes.

<http://www.lemaghreb.com/lire.php?id=24282>

Philippe Vasseur : la future PAC peut être dévastatrice pour l'Afrique

Jeune Afrique, 1er mars 2010

P. Vasseur, ancien ministre français de l'Agriculture et fondateur du World Forum Lille pour l'économie responsable revient sur la réforme de la Politique agricole commune (PAC) que l'Union européenne engagera en 2013. Les lignes directrices de ce vaste chantier seront présentées dès le second trimestre 2010. Quelles en seront les conséquences sur le secteur agricole africain ?

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20100301115347/afrique-agriculture-omc-exportationphilippe-vasseur-la-future-pac-peut-etre-devastatrice-pour-l-afrique.html>

Environnement, social et économie : les nouveaux défis de la PAC

Actu Environnement, 23 février 2010

La légitimité de la Politique agricole commune (PAC), qui absorbe près de 40% du budget communautaire, est de plus en plus décriée. Selon un collectif d'associations françaises réunies au sein du groupe PAC 2013, si la PAC n'est pas profondément réformée, elle risque d'être très affaiblie, voire mise en cause dans les prochains mois. Sa survie post 2013 dépend donc d'un changement profond de paradigme. Sécurité alimentaire, protection des ressources naturelles, changement climatique, développement rural et emplois doivent être les nouvelles priorités de la PAC et ce, dans une perspective de solidarité Nord/Sud.

http://www.actu-environnement.com/ae/news/avenir_pac_politique_agricole_commune_9652.php4

Déficit alimentaire croissant de l'Union européenne et nécessaire souveraineté alimentaire, par Jacques Berthelot

Le Monde, 4 février 2010

Dans cet article, J. Berthelot revient, chiffres à l'appui, sur certains aspects de la Politique agricole commune de l'Union européenne (UE) : il insiste sur le déficit structurel des échanges alimentaires de l'UE et montre l'importance des subventions internes aux agriculteurs en UE ; il se félicite du maintien d'un niveau élevé de protection aux frontières et souhaite que l'on assure aux agriculteurs des prix rémunérateurs.

http://www.lemonde.fr/opinions/article/2010/02/04/deficit-alimentaire-croissant-de-l-ue-et-necessaire-souverainete-alimentaire-par-jacques-berthelot_1301271_3232.html#ens_id=1278180

... :: : POLITIQUES ET FACTEURS DE PRODUCTION

Un mouvement spéculatif mondial : ruée sur les terres africaines

Le Monde Diplomatique, 15 janvier 2010

Après les minerais ou le pétrole, les terres africaines suscitent les convoitises étrangères. Des millions d'hectares cultivables ont déjà été cédés, dans la plus grande opacité, par les autorités du continent. A l'initiative de multinationales de l'agroalimentaire et d'Etats, notamment du Proche-Orient et d'Asie, de nombreux projets sont à l'étude qui, s'ils vont à leur terme, mettront en danger les sociétés, les équilibres naturels et l'agriculture locale.

<http://farmlandgrab.org/10126>

Compétition économique : vers les agro guerres de demain ?

France 24, décembre 2009

L'accapement des terres arables s'est accéléré depuis quelques années, au dépend parfois des paysans locaux. Une ruée qui se transforme en guerre entre les investisseurs pour l'acquisition des meilleures terres agricoles. Reportage vidéo au Bénin et débat avec Jean Luc François (Agence française de développement).

<http://www.france24.com/fr/20091221-accapement-terres-arables-multinationales-Grain-B%C3%A9nin>

Des terres pour l'agro-industrie internationale ? Un dilemme pour la politique foncière malgache

EchoGéo, 1er mars 2010

A Madagascar, les manœuvres d'appropriation foncière à grande échelle tentées fin 2008 par les entreprises Daewoo Logistics et Varun International, largement relayées par les médias et dénoncées par diverses organisations, ont participé à la déstabilisation du gouvernement Ravalomanana. Les montages de ces deux grands projets agro-industriels ont suivi des trajectoires différentes, l'un choisissant de contrôler d'immenses superficies par bail emphytéotique, l'autre privilégiant des formes de contractualisation de la production. Mais tous deux ont été abandonnés suite à des mouvements de contestation basés sur l'inaliénabilité de la « terre des ancêtres ». Le rejet de ces projets d'envergure encore inédite et en partie tournés vers des cultures d'exportation est compréhensible tant les retombées économiques et sociales paraissent incertaines. Madagascar ne saurait néanmoins se priver d'investissements dans le secteur agricole, mais des choix de développement, orientés par une meilleure connaissance des processus en cours, restent à opérer en toute transparence, afin de combiner développement de l'agrobusiness et promotion des exploitations familiales.

<http://echogeo.revues.org/index11649.html>

Le Jatropha, nouvel arbre à palabres

Jeune Afrique, 3 mars 2010

Les projets de production de biocarburant à partir de Jatropha se multiplient en Afrique subsaharienne, mais sont loin de faire l'unanimité.

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2563p044-045.xml0/le-jatropha-nouvel-arbre-a-palabres.html>

Moussa Alassane Diallo, PDG de la BNDA : « la production céréalière est une priorité »

Jeune Afrique, 3 mars 2010

En 2011, la Banque nationale de développement agricole du Mali (BNDA) aura trente ans. Lors de sa création, la mission première de cette société était d'« apporter son concours technique et financier à la réalisation de tout projet de manière à promouvoir le développement rural ». Aujourd'hui, elle est devenue une banque universelle, même si le cœur du métier de la BNDA demeure le financement de l'agriculture. Entretien avec son PDG.

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20100303110123/moussa-alassane-diallo-pdg-de-la-bnda-la-production-cerealiere-est-une-priorite.html>

Un nouveau maïs adapté aux sols pauvres ?

RFI, 19 février 2010

Comment augmenter la production de maïs des petits paysans d'Afrique australe, sans l'engrais qui leur fait souvent défaut ? Des organisations de recherche agronomique internationale, mais aussi du Kenya et d'Afrique du Sud, viennent de nouer à Nairobi, un partenariat avec la multinationale de la chimie DuPont pour développer de nouvelles variétés de maïs hybrides, voire génétiquement modifiées, qui seraient adaptées aux sols pauvres en azote.

<http://www.rfi.fr/contenu/20100219-nouveau-mais-adapte-sols-pauvres>

Sécurité alimentaire : des paroles aux actes

Jeune Afrique, 9 mars 2010

Ce dossier, riche et varié, rassemble plusieurs articles sur le thème de la sécurité alimentaire en Afrique. A lire !

Des promesses à confirmer :

<http://www.jeuneafrique.com/Articles/Dossier/ARTJAJA2564p095-096.xml0/bad-importation-agriculture-engraisdes-promesses-a-confirmer.html>

Malgré les milliards dépensés, des résultats mitigés :

<http://www.jeuneafrique.com/Articles/Dossier/ARTJAJA2564p098-099.xml0/importation-agriculture-investissement-afdmalgre-les-milliards-depenses-des-resultats-mitiges.html>

Un riz au parfum de scandale :

<http://www.jeuneafrique.com/Articles/Dossier/ARTJAJA2564p102-103.xml0/ue-vietnam-importation-chineun-riz-au-parfum-de-scandale.html>

Ibrahim Ezzedine, roi du négoce :

<http://www.jeuneafrique.com/Articles/Dossier/ARTJAJA2564p102-103.xml2/importation-agriculture-liban-agroalimentaireibrahim-ezzedine-roi-du-negoce.html>

Le poulet, une espèce protégée :

<http://www.jeuneafrique.com/Articles/Dossier/ARTJAJA2564p102-103.xml1/politique-ue-importation-agriculturele-poulet-une-espece-protgee.html>

Des importateurs subsahariens riches et discrets :

<http://www.jeuneafrique.com/Articles/Dossier/ARTJAJA2564p103.xml0/senegal-importation-mali-cacaodes-importateurs-subsahariens-riches-et-discrets.html>

L'industrie africaine réhabilitée :

<http://www.jeuneafrique.com/Articles/Dossier/ARTJAJA2564p104.xml0/algerie-bad-senegal-prixl-industrie-africaine-rehabilitee.html>

5 raisons de suspendre les négociations sur les APE

Jeune Afrique, 18 février 2010

Ablassé Ouédraodo, ancien directeur général adjoint de l'OMC, et ancien conseiller spécial du président de la Commission de la Cedeao sur les négociations commerciales, affiche 5 raisons qui justifient, selon lui, que l'on suspende les négociations sur les Accords de partenariats économiques (APE).

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2561p066-067.xml0/ue-omc-acp-partenariat5-raisons-de-suspendre-les-negociations-sur-les-ape.html>

Convergences et conflits d'intérêt entre les paysans et les consommateurs : l'exemple de la Guinée

CFSI, 15 janvier 2010

A deux reprises, en 2007 et 2008, le gouvernement de Guinée Conakry a choisi de fermer ses frontières à l'exportation des produits alimentaires afin de réguler les prix des marchés intérieurs et d'améliorer l'accessibilité des produits de première nécessité aux consommateurs urbains. Certains paysans ont vu les débouchés se réduire. Ils ont parfois perdu une grande partie de leur récolte sur pied, faute de marché solvable en Guinée, ou ont vendu à perte. Les commerçants et d'autres intermédiaires ont été accusés de s'enrichir sur le dos des paysans et des consommateurs. Cette étude illustre, à travers l'exemple de la Guinée Conakry, les clivages et les ponts entre les producteurs et les consommateurs. Elle identifie également des pistes pour prendre en compte les besoins de chacun.

<http://www.cfsi.asso.fr/netkali/CFSI.aspx?idDoc=40>

Le Sénégal consomme toujours plus de lait en poudre importé

AFP, 11 février 2010

Bien qu'il ait trois millions de bovins, le Sénégal est en train d'oublier le goût du lait de ses propres vaches : la poudre de lait importée s'est imposée progressivement au petit-déjeuner et sert de matière première à quasiment toute l'industrie nationale du yaourt. En cinq ans, le Sénégal a plus que doublé sa facture de lait acheté à l'étranger. La production locale reste en effet très irrégulière en fonction des saisons, et ne peut encore couvrir tous les besoins de la population. Pour limiter les importations, le Sénégal devrait miser sur le développement des mini laiteries et subventionner le lait local.

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5j2eMyn3UnPpF3IOpjEg4SBRxdEpw>

Cameroun : campagne zéro produit importé au comice agro-pastoral d'Ebolowa 2010

Bonaberi.com, 17 février 2010

Au Cameroun, Bernard Njonga, président de l'Association citoyenne de défense des intérêts collectifs (AcDic) a lancé une campagne intitulée « Zéro produit importé » au comice agro-pastoral d'Ebolowa 2010.

http://www.bonaberi.com/ar,cameroun_campagne_zero_produit_importe_au_comice_agro-pastoral_d%E2%80%9999ebolowa_2010,7424.html

Commercialisation de l'oignon local : gel des importations jusqu'au 31 août

Le Soleil, 25 février 2010

Au Sénégal, la campagne de commercialisation de l'oignon local de la Vallée est ouverte depuis le 15 février. Elle coïncide avec le gel des importations dans la période du 1er février au 31 août 2010. Cette mesure, prise chaque année, a pour objet de faciliter l'écoulement de la production locale d'oignon. Une production de 70 000 tonnes est attendue cette année.

http://www.lesoleil.sn/article.php3?id_article=56353

... :: : COOPERATION INTERNATIONALE

Afrique : l'urgence agricole

Actu Environnement, 2 mars 2010

Le continent africain dépend en partie des importations pour son alimentation. Avec la volatilité des prix, les tensions s'exacerbent. Le développement de l'agriculture devient une priorité mais la question des financements se pose.

http://www.actu-environnement.com/ae/news/agriculture_afrique_9698.php4

Les performances inégales de l'aide au développement pour 2010 suscitent des inquiétudes

OCDE, 17 février 2010

Selon une nouvelle étude de l'OCDE, l'aide aux pays en développement pour 2010 va atteindre des niveaux records, après avoir augmenté de 35% depuis 2004. Ce sera néanmoins toujours moins que les aides promises par les principaux donateurs de la planète il y a cinq ans, à l'occasion des sommets de Gleneagles et du Millénaire +5. En effet, plusieurs grands donateurs n'ont pas respecté leurs engagements.

http://www.oecd.org/document/37/0,3343,fr_2649_34447_44620069_1_1_1_37413,00.html

Article de presse sur le même sujet : Aide publique au développement, les pays industrialisés ne tiennent pas leur promesse envers l'Afrique

<http://www.afriqueavenir.org/2010/02/26/aide-publique-au-developpement-les-pays-industrialises-ne-tiennent-pas-leurs-promesses-envers-lafrique/>

« L'aide publique au développement est morte »

La Tribune, 4 mars 2010

Dans cette interview, le directeur général de l'Agence française de développement, Jean-Michel Séverino, plaide pour de nouvelles politiques de soutien aux pays du Sud.

<http://www.latribune.fr/actualites/economie/international/20100304trib000483914/l-aide-publique-au-developpement-estmorte.html>

... :: : SITUATION ALIMENTAIRE CONJONCTURELLE ET GESTION DES CRISES

25ème réunion annuelle du Réseau de prévention des crises alimentaires

RCPA, janvier 2010

Du 8 au 11 décembre 2009, s'est tenue à Bamako la réunion annuelle du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) au Sahel et en Afrique de l'Ouest sur le thème « Marchés, transformation des produits locaux et sécurité alimentaire ». Retrouvez le compte rendu de la réunion et les différentes communications présentées.

<http://www.food-security.net/actualites.php?id=1082>

Clips vidéo sur le 25ème anniversaire du RPCA

RPCA, 22 janvier 2010

À l'occasion du 25ème anniversaire du RPCA, le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE) a recueilli les témoignages de quatre membres fondateurs qui ont suivi l'évolution du RCPA depuis sa création.

<http://www.food-security.net/actualites.php?id=1087>

L'aide alimentaire du PAM s'évapore en Somalie avant d'atteindre ses destinataires

Le Monde, 10 mars 2010

Près de 50% de l'aide alimentaire distribuée par le Programme alimentaire mondiale (PAM) en Somalie serait détournée, affirme un rapport du Groupe de contrôle de l'ONU sur la Somalie. « Les pourcentages varient, mais des sources estiment que 30 % de l'aide est détournée par des partenaires locaux du PAM et les personnels de l'agence onusienne, 10 % par les transporteurs routiers et 5 à 10 % par les groupes armés qui contrôlent la zone ».

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2010/03/10/l-aide-alimentaire-du-pam-s-evapore-en-somalie-avant-d-atteindre-ses-destinataires_1316973_3212.html#xtor=AL-32280184

Retrouvez ci-dessous différents bulletins sur la situation alimentaire et la situation des marchés céréaliers en Afrique de l'Ouest, ainsi que l'évaluation des campagnes agricole et pastorale au Niger.

Point sur la Situation Alimentaire n°106

Afrique Verte, 23 février 2010

Ce bulletin mensuel informe sur le prix des céréales au Burkina Faso, Mali et Niger. Début février 2010, on observe une stabilité relative du prix des céréales dans ces pays.

http://www.afriqueverte.org/r2_public/media/fck/File/Bulletins/PSA/PSA_106-02-2010.pdf

Bulletin Fewsnet « Sahel et Afrique de l'Ouest »

Fewsnet, février 2010

Point sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest en février 2010.

http://www.fews.net/docs/Publications/West_FSU_2010_02_fr.pdf

Bulletin trimestriel n°19 sur la sécurité alimentaire au Burkina Faso

SISA, janvier 2010

Point sur la sécurité alimentaire au Burkina Faso.

<http://www.sisa.bf/sisa/spip.php?article412>

Niger : Albichir n°3

PAM, SIMA, Fewsnet, janvier 2010

Point d'analyse approfondie des marchés et de la sécurité alimentaire au Niger.

<http://ochaonline.un.org/OchaLinkClick.aspx?link=ocha&docId=1162854>

Niger : évaluation définitive de la campagne agricole 2009/2010

Ministère du Développement agricole, février 2010

Résultats définitifs de la campagne agricole 2009-2010 au Niger.

<http://www.cic.ne/index.php?article77>

Niger : synthèse des résultats de la campagne pastorale 2009 – 2010

Ministère de l'Élevage et des Industries animales, sur le site du RECA, novembre 2009

<http://www.reca-niger.org/spip.php?article57>

Niger : enquête nationale rapide sur la situation alimentaire des ménages

République du Niger, décembre 2009

Présentation power point : <http://www.cic.ne/IMG/ppt>

[/ENQUETE_NATIONALE_RAPIDE_SUR_LA_SITUATION_ALIMENTAIRE_2009-04.ppt](http://www.cic.ne/IMG/ppt/ENQUETE_NATIONALE_RAPIDE_SUR_LA_SITUATION_ALIMENTAIRE_2009-04.ppt)

Rapport : http://www.cic.ne/IMG/doc/Resume_executif_enquete_rapide_vulnerabilite5_version_finale.doc

Présentation du plan de soutien 2010 : http://www.cic.ne/IMG/ppt/PresPlanSoutien_2010_CRC.ppt

Bulletin de veille coordonné par l'équipe d'Inter-réseaux.

Si vous avez des ressources intéressantes à partager en réseau, écrivez nous à veille@inter-reseaux.org

Vous pouvez vous inscrire au bulletin de veille sur le site d'Inter-réseaux.

Vous pouvez rechercher sur le site d'Inter-réseaux toutes les références parues dans les bulletins de veille, par thématique.

Inter-réseaux, le 11 mars 2010.

Avec le soutien de : Direction Générale de la Coopération au Développement, Ministère des Affaires Etrangères (Belgique), Ministère des Affaires Etrangères (Luxembourg), SOS Faim Belgique et SOS Faim Luxembourg